

Convention collective

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)**

(Etendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

AVENANT N° 43 DU 12 SEPTEMBRE 2011

MODIFIANT LA CONVENTION

NOR : *AGRS1297047M*

IDCC : 8262

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne ;

La fédération régionale des entreprises de travaux agricoles et ruraux,

La fédération régionale des CUMA,

D'une part, et

L'UR CFDT de Bourgogne ;

L'UR CFE-CGC de Bourgogne ;

L'UR CGT-FO de Bourgogne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le premier paragraphe de l'article 3 « Salariés bénéficiaires » de l'annexe IV de la convention collective instaurant un régime de complémentaire santé au bénéfice des salariés non cadres est modifié comme suit :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent :

- à tout salarié ayant 6 mois d'ancienneté continue ⁽¹⁾ et plus dans l'entreprise ;
- et relevant du champ d'application du présent accord.

Pour les dispositions du présent accord la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté. »

(1) La condition d'ancienneté est réputée acquise pour le salarié totalisant au moins 6 mois d'emploi salarié chez le même employeur, que ce soit au titre d'un seul ou de plusieurs contrats de travail, dès lors, dans ce dernier cas, qu'il n'y a pas eu de période d'interruption entre ces contrats ou que la période d'interruption entre eux n'a pas excédé 3 jours ouvrables consécutifs.

Article 2

L'article 52 « Indemnité de licenciement » du titre XIII « Personnel d'encadrement » de la convention collective est modifié comme suit :

« Dans le cas où la résiliation du contrat est le fait de l'employeur et intervient, sans qu'il y ait de faute grave du salarié, après 1 an d'ancienneté dans la fonction de cadre chez le même employeur ou sur la même exploitation (période d'essai comprise), le salarié a droit à une indemnité de licenciement égale à :

- 1/5 de mois par année de présence jusqu'à 5 ans d'ancienneté ;
- 2/5 de mois par année de présence de 6 ans jusqu'à 20 ans d'ancienneté ;
- 1/5 de mois par année de présence de la 21^e année d'ancienneté (comprise) jusqu'au départ du salarié.

La base à retenir pour le calcul de l'indemnité est, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié, soit la moyenne des 12 derniers mois de salaire, y compris les primes conventionnelles, soit 1/3 des 3 derniers mois étant entendu que toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel versée au salarié pendant cette période n'est prise en compte que *pro rata temporis*.

Le montant de l'indemnité calculé conformément aux règles ci-dessus doit être comparé avec celui de l'indemnité déterminée selon les règles légales, la plus élevée de ces indemnités étant due au salarié cadre. »

Article 3

La durée du mandat des délégués du personnel, ainsi que celle des membres du comité d'entreprise est ramenée à 2 ans.

La rédaction des articles 13 et 14 du titre IV de la convention collective est modifiée en conséquence :

« Article 13

Délégués du personnel

Les délégués du personnel sont désignés par voie d'élection pour une durée de 2 années dans chaque établissement comprenant 11 salariés et plus.

Le nombre de délégués titulaires et suppléants varie selon l'importance des effectifs de salariés occupés et est fixé par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Leurs fonctions sont définies par le titre I^{er} du livre III de la 2^e partie du code du travail (avenant n° 37 du 7 mai 2010).

Article 14

Comité d'entreprise

Les comités d'entreprise sont constitués conformément à la législation en vigueur dans les entreprises d'au moins 50 salariés si cet effectif est atteint pendant 12 mois consécutifs ou non au cours des 3 années précédentes. Le mandat des membres du comité d'entreprise est de 2 années.

Afin d'assurer le financement des activités sociales et culturelles gérées par le comité d'entreprise, celui-ci doit bénéficier d'une contribution de l'employeur d'un montant de 0,25 % des salaires versés au cours de l'année de référence sous réserve des dispositions de l'article L. 2323-86 du code du travail (avenant n° 37 du 7 mai 2010).

Cette contribution s'ajoute à la subvention de fonctionnement de l'institution d'un montant annuel équivalent à 0,20 % de la masse salariale brute. »

Article 4

Le présent avenant entrera en vigueur à la date de sa signature.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale de la DIRECCTE de Côte-d'Or, à Dijon.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 12 septembre 2011.

(Suivent les signatures.)